



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/4/80
9 mars 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Quatrième session
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME»**

**Rapport de la Mission de haut niveau sur la situation des droits de l'homme
au Darfour présenté en application de la résolution S-4/101^{*}
du Conseil des droits de l'homme**

^{*} En raison de la soumission tardive du présent rapport, les règles d'édition n'ont été appliquées qu'à la numérotation des paragraphes et à la table des matières. Les annexes sont reproduites telles qu'elles ont été reçues.

Résumé

Chargés par la décision S-4/101 du Conseil des droits de l'homme d'évaluer la situation des droits de l'homme au Darfour et les besoins du Soudan à cet égard, les membres de la Mission de haut niveau sur la situation des droits de l'homme au Darfour se sont acquittés de leur tâche du 5 février au 5 mars 2007 à Genève, Addis-Abeba, N'Djamena, Abéché, et dans des camps de réfugiés de l'est du Tchad, en rencontrant des centaines de personnes concernées, en examinant des milliers de pages de documentation, en évaluant la situation des droits de l'homme et les besoins à cet égard, et en établissant leur rapport au Conseil des droits de l'homme.

Ayant déterminé que la protection efficace des civils au Darfour était l'enjeu central et que le cadre le plus adapté pour traiter cette question était celui fourni par le droit international humanitaire et des droits de l'homme, la Mission a décidé de procéder à une analyse fondée sur la *responsabilité de protéger*. Constatant que le Soudan avait accepté la responsabilité de protéger, la Mission a évalué la situation au Darfour en prenant note de la complexité des causes historiques, économiques, politiques du conflit. Suite au déclenchement d'une rébellion armée dans la région et au recrutement par le Gouvernement de milices supplétives pour y faire face, les civils sont devenus les principales cibles et victimes. Les forces gouvernementales ont souvent agi de concert avec les janjaouids/milices, y compris pour commettre des violations des droits de l'homme. Les mouvements rebelles ont eux aussi perpétré des atteintes aux droits de l'homme. Les activités de bandits et d'autres criminels armés se sont sensiblement accrues.

Malgré les nombreux efforts qu'a déployés la communauté internationale, elle n'est pas parvenue à mettre un terme au conflit. Les mouvements rebelles ont continué à se scinder, la guerre s'est poursuivie et la situation des droits de l'homme s'est encore dégradée. À l'heure actuelle, des millions de personnes sont déplacées et au moins 200 000 ont été tuées, tandis que le conflit et les violations se propageaient au-delà de la frontière, au Tchad. Pour aggraver encore l'état des choses, l'espace humanitaire continue à rétrécir et les intervenants humanitaires et des droits de l'homme sont toujours plus pris pour cibles. Les tueries de civils demeurent répandues, notamment dans le cadre d'attaques à grande échelle. Le viol et les autres violences sexuelles sont répandus, voire systématiques. La torture se poursuit. Les arrestations et détentions arbitraires sont choses communes, de même que la répression des opposants politiques et les restrictions arbitraires à l'exercice des libertés politiques. Là où ils existent, les mécanismes chargés d'administrer la justice et de mettre en cause la responsabilité sont dotés de ressources insuffisantes, politiquement compromis et inefficaces. Les armes circulent en grand nombre dans la région, ce qui sape encore la primauté du droit; un désarmement véritable et une démobilisation des janjaouids, des autres milices et des mouvements rebelles restent à effectuer. Le Darfour souffre d'une marginalisation économique et d'un sous-développement de longue date, et le conflit a encore aggravé le processus d'appauvrissement. Des violations et atteintes sont commises sans discontinuer dans un climat d'impunité.

Agissant par l'intermédiaire de l'ONU et de l'Union africaine, la communauté internationale est intervenue en apportant son soutien dans les domaines de la diplomatie, de l'humanitaire, des droits de l'homme et du développement, mais le Gouvernement n'a pas donné de suite à la majeure partie de ses recommandations, et la protection efficace de civils demeure un objectif non réalisé. Les besoins qu'il est crucial de satisfaire pour améliorer la situation des droits de l'homme au Darfour sont nombreux, à savoir: 1) renforcer la protection; 2) relancer

les progrès vers la paix; 3) élargir l'espace humanitaire; 4) mettre davantage en cause la responsabilité des auteurs de violation; 5) mettre sur pied des programmes pour s'attaquer aux causes profondes; 6) déployer des efforts en vue de l'application des recommandations déjà formulées par des organismes en charge des droits de l'homme ayant autorité; 7) indemniser les victimes de violation des droits de l'homme. À ces fins, la Mission a formulé une série de recommandations spécifiques concernant les actions à mener par le Conseil des droits de l'homme, le Gouvernement, les mouvements rebelles et la communauté internationale.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION.....	1 – 23	6
A. La Mission de haut niveau	1 – 18	6
1. Mandat.....	1	6
2. Membres et personnel	2	6
3. Cadre de référence et méthodes de travail.....	3 – 7	6
4. Coopération du Gouvernement soudanais.....	8 – 12	7
5. Programme de travail	13 – 18	8
a) Consultations.....	13 – 15	8
b) Visite sur le terrain dans l'est du Tchad.....	16 – 17	9
c) Examen de documents	18	9
B. Responsabilité de protéger.....	19 – 23	9
II. DARFOUR: ANALYSE DE LA SITUATION	24 – 29	11
A. Bref historique et causes du conflit.....	24 – 27	11
B. Nature de la réaction du Gouvernement	28 – 29	12
III. L'ACCORD DE PAIX AU DARFOUR, LA VIOLENCE QUI S'EST ENSUIVIE ET L'OBLIGATION DE PROTECTION	30 – 37	13
IV. MESURES PRISES PAR LE SOUDAN AU REGARD DE L'OBLIGATION DE PROTECTION	38 – 57	16
A. Persistance des déplacements de population et des entraves à l'assistance humanitaire	44 – 45	18
B. Obligation de rendre des comptes et justice	46 – 51	18
C. Les milices	52 – 53	20
D. Développement et droits économiques et sociaux	54 – 56	20
E. Les exactions des rebelles.....	57	21

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
V. LA RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER INCOMBANT À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.....	58 – 67	21
A. Action des Nations Unies	58 – 63	21
B. Action de l'Union africaine	64 – 66	24
C. Responsabilité de protéger le peuple du Darfour incombant à la communauté internationale: situation actuelle.....	67	24
VI. ÉVALUTION DES BESOINS	68 – 75	25
VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	76 – 77	28
A. Conclusions	76	28
B. Recommandations.....	77	28
1. Recommandations au Conseil des droits de l'homme		28
2. Recommandations au Gouvernement soudanais.....		29
3. Recommandations aux mouvements rebelles armés du Darfour		30
4. Recommandations à la communauté internationale.....		30
Annexes		
I. Decision adopted by the Human Rights Council at its fourth special session		32
II. Terms of reference of the High-Level Mission to Darfur		33
III. Programme of work.....		34
IV. List of key documents consulted.....		39

I. INTRODUCTION

A. La Mission de haut niveau

1. Mandat

1. Le 13 décembre 2006, à sa quatrième session extraordinaire, le Conseil des droits de l'homme a adopté par consensus la décision S-4/101 sur la situation des droits de l'homme au Darfour, dans laquelle il décidait d'envoyer au Darfour une Mission de haut niveau pour y évaluer la situation des droits de l'homme et les besoins du Soudan à cet égard et la priait de lui faire rapport à sa quatrième session, devant se tenir du 12 mars au 5 avril 2007.

2. Membres et personnel

2. Le 26 janvier 2007, le Président du Conseil des droits de l'homme, l'Ambassadeur Luis Alfonso de Alba, a annoncé la nomination des membres de la Mission. Ces membres, nommés à titre personnel, étaient: M^{me} Jody Williams (chef de Mission), lauréate du Prix Nobel de la paix; M. Bertrand Ramcharan; M. Mart Nutt; S. E. l'Ambassadeur Makarim Wibisono; S. E. l'Ambassadeur Patrice Tonda; le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan, M. Sima Samar. Le 14 février 2007, S. E. l'Ambassadeur Makarim Wibisono s'est retiré de la Mission et n'a donc pas pris part à l'élaboration du présent rapport. La Mission de haut niveau a été appuyée et accompagnée par une équipe de membres du personnel désignés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Les membres de la Mission tiennent à adresser leurs remerciements aux fonctionnaires du secrétariat du Haut-Commissariat pour leur professionnalisme et leur dévouement extrême qui en ont rendu possible le bon déroulement.

3. Cadre de référence et méthodes de travail

3. Réunis le 5 février à Genève, les membres de la Mission de haut niveau ont adopté son cadre de référence, en se focalisant sur le mandat dont elle était investie d'évaluer la situation des droits de l'homme au Darfour et les besoins du Soudan à cet égard, ainsi que de faire rapport au Conseil à sa quatrième session. Les membres de la Mission ont estimé que l'évaluation de la situation ne nécessitait pas une mission proprement dite d'établissement des faits concernant la situation des droits de l'homme étant donné qu'une grande masse de documents sur les atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire commises au Darfour depuis 2003 était déjà disponible. Les membres de la Mission ont estimé que pour procéder à cette évaluation il leur fallait dès lors recueillir autant d'informations que possible sur la situation actuelle auprès d'un aussi grand nombre que possible de sources. Leur intention était ensuite de se forger une opinion collective informée sur la situation des droits de l'homme au Darfour.

4. Les membres de la Mission ont été d'avis que les besoins à évaluer du Soudan eu égard à la situation des droits de l'homme au Darfour englobaient ceux du Gouvernement soudanais, de la société civile, des communautés affectées et des personnes que le Gouvernement a, au premier chef, pour responsabilité de protéger. Les membres de la Mission ont relevé que dans sa décision le Conseil avait accueilli avec satisfaction la signature de l'Accord de paix pour le Darfour, avait demandé instamment la pleine application de cet accord, et avait engagé les parties ne l'ayant pas signé et toutes les parties à observer le cessez-le-feu. L'Accord de paix pour le Darfour a été négocié en 2005 et signé le 5 mai 2006. Les membres de la Mission ont

en conséquence décidé que leur évaluation de la situation porterait essentiellement sur la période allant de janvier 2005 à mars 2007.

5. Les membres de la Mission se sont rassemblés du 5 au 9 février à Genève pour commencer à planifier leurs travaux et tenir des consultations. Dans cette ville, les membres de la Mission ont consulté un certain nombre d'organisations et de particuliers et ont examiné des documents pertinents. Lors de la planification de leur programme de travail, les membres de la Mission ont décidé que leurs activités hors Genève se dérouleraient du 10 au 21 février, puis qu'ils se réuniraient de nouveau à Genève du 26 février au 2 mars pour y élaborer leur rapport.

6. Lors de l'établissement du programme de leurs déplacements, les membres de la Mission ont estimé que la priorité devrait être accordée à des visites à Khartoum, au Darfour, à Addis-Abeba et dans l'est du Tchad. À Khartoum, les membres de la Mission espéraient rencontrer de hauts responsables gouvernementaux, des représentants des Nations Unies et de la Mission de l'Union africaine au Soudan, ainsi que des représentants de la société civile. Au Darfour, les membres de la Mission entendaient rencontrer des victimes, des témoins et les principales parties. À Addis-Abeba, siège de l'Union africaine, les membres de la Mission escomptaient rencontrer des hauts responsables de l'Union africaine eu égard au rôle déterminant joué par cette instance dans les actions visant à régler la crise du Darfour. Enfin, vu que des centaines de milliers d'habitants du Darfour sont à présent accueillis dans des camps de réfugiés et des localités de l'est du Tchad, les membres de la Mission ont jugé important que certains d'entre eux s'y rendent pour s'y entretenir directement avec des témoins et des victimes, dont beaucoup arrivés depuis peu du Darfour. Pareille démarche était particulièrement recommandable vu la situation critique en matière de sécurité au Darfour et le fait que les personnes réfugiées au Tchad sont plus faciles d'accès et ont une plus grande liberté d'expression.

7. Les membres de la Mission ont décidé que leur rapport au Conseil des droits de l'homme contiendrait une évaluation de la situation et des besoins ainsi que des recommandations spécifiques à l'intention du Conseil, du Gouvernement soudanais, des rebelles et de la communauté internationale visant à faire cesser les violations des droits de l'homme et à soulager les profondes souffrances infligées à la population du Darfour.

4. Coopération du Gouvernement soudanais

8. Dans sa décision S-4/101, le Conseil des droits de l'homme accueillait avec satisfaction la coopération établie par le Gouvernement soudanais avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan et demandait au Gouvernement de continuer à intensifier sa coopération avec le Conseil, ses mécanismes et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Malheureusement, les autorités soudanaises n'ont pas accordé aux membres de la Mission les visas nécessaires pour entrer au Soudan.

9. Le Secrétaire général Ban Ki-moon a eu l'occasion de s'entretenir au sujet de la Mission de haut niveau avec le Président al Bachir lors du Sommet de l'Union africaine, tenu à Addis-Abeba les 29 et 30 janvier, et a reçu du Président l'engagement et l'assurance personnelle que le Soudan coopérerait pleinement avec la Mission telle que constituée.

10. Les membres de la Mission de haut niveau ont demandé des visas soudanais, éthiopiens et tchadiens à Genève. Les problèmes concernant la délivrance de visas pour le Soudan

ne se sont pas posés immédiatement. Partis comme prévu le 10 février pour Addis-Abeba afin d'y poursuivre leur programme de travail, les membres de la Mission espéraient que les efforts menés en son nom aboutiraient à la délivrance des visas soudanais requis pendant qu'ils accomplissaient les tâches inscrites dans leur programme pour l'étape d'Addis-Abeba.

11. Le 14 février, alors que les membres de la Mission entendaient commencer leurs travaux au Soudan (conformément à leur programme de travail), ils n'avaient toujours pas obtenu de visas. Ce retard persistant a occasionné aux membres de la Mission de grandes difficultés en termes de logistique et de planification. Dans un esprit de coopération, avant de modifier leurs billets pour se rendre au Tchad au lieu du Soudan dans l'après-midi, les membres de la Mission ont entrepris une dernière démarche, restée vaine, pour obtenir les visas.

12. Au total, plus d'une douzaine de tentatives ont été entreprises au cours de la période de vingt jours allant du 26 janvier au 14 février 2007, ce à Genève, Addis-Abeba et Khartoum, pour obtenir les visas requis et la coopération du Gouvernement soudanais. À leur retour à Genève, les membres de la Mission ont continué à offrir leur coopération, en essayant d'obtenir une rencontre avec des responsables gouvernementaux et des informations, mais en vain.

5. Programme de travail

a) Consultations

13. À Genève, les membres de la Mission ont tenu plus d'une trentaine de séances de consultations avec des représentants d'organismes des Nations Unies, d'anciens hauts fonctionnaires des Nations Unies au Soudan, le Comité international de la Croix-Rouge, des organisations internationales et darfouriennes de défense des droits de l'homme, des représentants des droits de l'homme du Darfour et des organisations internationales humanitaires, ainsi qu'avec des chercheurs spécialistes du Darfour. Les membres de la Mission de haut niveau ont en outre rencontré la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, le Président du Conseil des droits de l'homme et le Directeur exécutif de la Commission d'enquête pour le Darfour, ainsi que des fonctionnaires du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Ils se sont de plus entretenus avec l'Envoyé spécial des Nations Unies, Jan Eliasson, et l'Envoyé spécial de l'Union africaine, Salim Ahmed Salim. Des membres de la Mission ont rencontré à trois reprises l'Ambassadeur du Soudan à Genève, ainsi que des Ambassadeurs de l'Union africaine, le Coordonnateur et d'autres représentants de l'Union européenne et des membres du Groupe des États de l'Europe orientale.

14. À Addis-Abeba, les membres de la Mission ont été informés de la situation par des responsables de l'Union africaine ayant à leur tête le Commissaire à la paix et à la sécurité. Ils ont en outre été informés de la situation militaire et policière par des membres de la Mission de l'Union africaine au Soudan. Les membres de la Mission de haut niveau se sont entretenus avec des particuliers du Darfour, dont un ex-gouverneur et le chef d'une organisation de défense des droits de l'homme au Darfour. Les membres de la Mission ont rencontré le Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Afrique, puis des représentants du Groupe de travail de la Commission économique pour l'Afrique sur le Darfour, ainsi que des membres du Groupe d'experts sur le Soudan mis en place par le Comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU. Les membres de la Mission de haut niveau ont aussi pu consulter longuement le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour le Soudan.

15. À leur arrivée à N'Djamena, les membres de la Mission ont rencontré les membres de l'Équipe de pays des Nations Unies, ainsi que des représentants de mouvements rebelles, dont le Mouvement pour la justice et l'égalité et le secrétariat du Front pour la rédemption nationale. Les membres de la Mission ont en outre abordé en son nom le cas de Suleiman Jamous avec des avocats. À Abéché, les membres de la Mission ont eu de nombreux entretiens avec des représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires travaillant avec des réfugiés du Darfour et avec des Tchadiens déplacés du fait d'incursions militaires lancées depuis le Darfour.

b) Visite sur le terrain dans l'est du Tchad

16. Au camp de réfugiés de Gaga, des fonctionnaires du HCR et la direction du camp ont fait un exposé général sur la situation des réfugiés dans l'est du Tchad et présenté le camp de Gaga. Ouvert en mai 2005, ce camp accueille plus de 13 000 réfugiés du Darfour, dont la plupart arrivés durant l'année écoulée. Gaga accueille chaque jour de nouveaux réfugiés. Après une session d'introduction, les membres de la Mission se sont répartis en trois équipes, dont la première a rencontré un échantillon représentatif de réfugiés du camp, la deuxième des réfugiés ayant été victimes de torture, et la troisième un groupe de femmes réfugiées. Des membres de la Mission ont recueilli des récits de première main relatifs aux violations subies par ces réfugiés.

17. Au camp de Breidjing, ouvert en mai 2005 et accueillant plus 29 000 personnes, des membres de la Mission ont tenu une réunion générale avec 70 responsables et résidents du camp – hommes et femmes. Les membres de la Mission se sont ensuite à nouveau répartis en trois équipes, dont la première a rencontré un groupe d'une trentaine de femmes, la deuxième des hommes victimes de violence, et la troisième un échantillon de résidents du camp. Là encore, les membres de la Mission ont entendu des récits détaillés concernant les violations des droits de l'homme commises au Darfour.

c) Examen de documents

18. Une documentation pertinente a été fournie par l'ONU et l'Union africaine aux membres de la Mission de haut niveau, qui ont en outre reçu une documentation supplémentaire des nombreux interlocuteurs qu'ils ont rencontrés ou de leurs correspondants, notamment des organismes de défense des droits de l'homme, des organismes humanitaires et des organisations non gouvernementales. (Pour une liste exhaustive des documents consultés, se reporter à l'annexe IV.)

B. Responsabilité de protéger

19. Dans une décision historique adoptée lors du Sommet mondial de septembre 2005, la communauté internationale – se fondant sur les obligations incombant aux États Membres en vertu de la Charte des Nations Unies – a officiellement entériné le principe de responsabilité de protéger. Elle a ainsi proclamé qu'il incombait à tout État de protéger ses populations du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du nettoyage ethnique, et que, si un État était dans l'incapacité de le faire ou ne le voulait pas, il incombait à la communauté internationale de prendre des mesures pour assurer une protection efficace. Lors de l'évaluation de la situation des droits de l'homme au Darfour et des besoins du Soudan à cet égard, de même

que lors de la formulation de ses recommandations, les membres de la Mission ont estimé que la protection efficace des civils au Darfour était l'enjeu principal.

20. Le Soudan a approuvé l'adoption du document final du Sommet mondial, acceptant par là même expressément la responsabilité de protéger et s'engageant à agir en conséquence¹. En ratifiant divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou au droit humanitaire, le Soudan a en outre accepté certaines obligations juridiques spécifiques sur lesquelles repose cette responsabilité². Même s'il ne les a pas encore ratifiés, en tant que signataire de certains autres instruments internationaux le Soudan est juridiquement assujéti à l'obligation de s'abstenir d'actes d'aller à l'encontre de leur objet et de leurs buts³.

21. La signature par le Soudan de plusieurs accords politiques atteste aussi son acceptation de cette responsabilité. À l'occasion d'une visite du Secrétaire général au Soudan, en juillet 2004, le Gouvernement soudanais et l'ONU ont signé un communiqué conjoint dans lequel étaient énoncés un certain nombre d'engagements relatifs à la responsabilité du Gouvernement de protéger les Soudanais, leur vie et leur bien-être, en particulier en temps de conflit interne armé, en prenant des mesures propres à garantir le respect de leurs droits de l'homme⁴. L'accord de paix global que le Gouvernement a signé avec le Mouvement/l'Armée de libération du peuple

¹ Par la suite, le 28 avril 2006, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1674 (2006) réaffirmant les dispositions des paragraphes 138 et 139 du document final du Sommet mondial de 2005, relatifs à la responsabilité de protéger. Cette résolution, dans laquelle sont condamnées les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, dispose en outre qu'«il est essentiel de mettre fin au règne de l'impunité» pour remédier aux atteintes contre les civils en période de conflit armé et empêcher de telles atteintes à l'avenir.

² Ces instruments sont: le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; la Convention relative aux droits de l'enfant; la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples; les quatre Conventions de Genève de 1949.

³ Ces instruments sont la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

⁴ Ces mesures sont: un moratoire sur les restrictions à toutes les opérations humanitaires au Darfour; l'engagement de prendre des mesures concrètes pour faire cesser l'impunité; l'ouverture immédiate d'une enquête sur toute violation du cessez-le-feu; la mise à disposition de ressources adéquates pour des enquêtes (Comité d'enquête indépendant); la mise en œuvre des recommandations en découlant; la traduction sans retard en justice de tous les individus accusés de violation des droits de l'homme; l'autorisation du déploiement d'observateurs des droits de l'homme; la mise en place d'un système équitable et respectueux des traditions locales permettant aux femmes victimes d'atteintes de porter plainte contre les auteurs présumés. Le Soudan est en outre convenu de déployer une force de police forte, crédible et respectée dans toutes les zones où se trouvent des personnes déplacées, ainsi que dans les zones susceptibles d'être attaquées, de leur dispenser une formation sur les droits de l'homme, et de les tenir responsables du respect de ces droits.

soudanais le 9 janvier 2005 contient en outre un certain nombre de dispositions relatives à la protection des droits de l'homme. L'Accord de paix pour le Darfour du 5 mai 2006 comporte une section consacrée expressément aux droits de l'homme.

22. La Constitution nationale intérimaire du Soudan contient une déclaration des droits garantissant la plupart des droits que consacrent les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier des droits énoncés dans certains instruments internationaux auxquels le Soudan n'est pas partie (par exemple la Convention contre la torture). Cette Constitution prévoit en outre l'institution d'une commission nationale des droits de l'homme.

23. S'agissant des politiques et plans nationaux, le Plan du Gouvernement visant à rétablir la stabilité et à protéger les civils au Darfour (août 2006) repose sur l'Accord pour la paix au Darfour et le calendrier fixé pour sa mise en œuvre. Il contient plusieurs dispositions relatives aux droits de l'homme exposant des objectifs, des activités, des mesures d'application, des échéances et les actions à mener par les Nations Unies et d'autres partenaires⁵. Le Plan d'action national visant à éliminer la violence à l'égard des femmes au Darfour (novembre 2005) prévoit également des actions à mettre en œuvre selon un calendrier précis par plusieurs ministères.

II. DARFOUR: ANALYSE DE LA SITUATION

A. Bref historique et causes du conflit

24. Le conflit au Darfour a des causes complexes. L'histoire du Darfour est jalonnée de conflits qui ont éclaté entre les tribus au sujet des terres, de l'eau et du bétail, mais ces litiges se réglaient grâce aux mécanismes tribaux traditionnels⁶. Mais dans les années 70, en partie dans

⁵ Voir le document S/2006/665 du 17 août 2006 contenant la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général transmettant le Plan du Gouvernement soudanais visant à rétablir la stabilité et à protéger les civils au Darfour.

⁶ Le Darfour se compose de plusieurs dizaines d'ethnies et de tribus, mais toutes sont de confession musulmane et ont l'arabe comme langue commune. Au Darfour, la terre a une importance fondamentale et la propriété a, de tout temps, été collective. Les tribus dominantes au Darfour vivent sur des territoires qu'elles se reconnaissent mutuellement, en règle générale, appelés *dar*. C'est le cas notamment des Four qui vivent autour du djebel Marra, et des Zaghawa qui occupent certaines parties du Darfour-Ouest et du Darfour-Nord. On trouve aussi les Massalit au Darfour-Ouest, autour et au sud d'El Geneina. Quant aux Rizeigat, la plus nombreuse et la plus puissante des tribus arabes, on les trouve essentiellement dans les régions méridionales du Darfour-Sud. Certaines ethnies se composent surtout d'agriculteurs sédentaires, dont certains font également l'élevage. Les autres, qui sont essentiellement arabes, sont des nomades et semi-nomades, et ont toujours traversé les terres des autres tribus en se déplaçant avec leurs troupeaux de chameaux et de bétail. Les tribus arabes nomades, au nord du djebel Marra, sont appelées *Abbala*, et comprennent les Taaysha, les Habaneya, les Beni Helba, les Mahameed et d'autres. Les tribus arabes méridionales sédentaires sont connues collectivement sous le nom de *Baggara*. On trouve des tribus rattachées aux *Abbala* dans certaines parties du Darfour, mais aux *Baggara* dans d'autres. Ces configurations tribales complexes se complexifient encore après des générations de mariages entre tribus et d'autres types de relations intertribales.

le cadre d'un effort de modernisation, Khartoum a procédé à un certain nombre de réformes administratives qui ont commencé à désagréger ces mécanismes. Tout d'abord, le Darfour a été divisé en trois États, ce qui a fragmenté le pouvoir collectif des tribus. Khartoum a ensuite nommé de nouveaux représentants administratifs dotés à la fois des pouvoirs exécutif et judiciaire, au niveau de l'État, et a nommé, au niveau local, des responsables choisis en fonction de leur fidélité envers le gouvernement central, sans tenir compte des chefs traditionnels reconnus par les communautés. Alors que les mécanismes traditionnels étaient encore sollicités, leurs structures étaient profondément affaiblies, et parallèlement, les rapports de pouvoir entre les groupes étaient profondément modifiés.

25. Dans les années 70 et 80, l'aggravation de la désertification et de la sécheresse a entraîné d'importants mouvements de population, les nomades s'enfonçant de plus en plus dans les régions méridionales tandis que de «nouveaux venus» arrivaient du Tchad, de la Jamahiriya arabe libyenne et de Mauritanie. Comme le Darfour avait déjà ses propres problèmes de pénurie d'eau et d'autres ressources, les relations sont devenues de plus en plus conflictuelles. Les conflits se sont intensifiés sensiblement avec la formation de groupes d'autodéfense villageois et de milices et avec l'afflux d'armes légères et de petit calibre dans la région. À la fin des années 80, le conflit se concentrait essentiellement entre les Four et les tribus nomades.

26. Aux luttes pour la terre et les ressources est venu s'ajouter chez les populations du Darfour le sentiment de faire l'objet d'une discrimination et d'une marginalisation de la part du gouvernement central. Ces populations, généralement exclues des services sociaux que dispense normalement l'État, tels que l'éducation et les soins de santé de base, n'ont pas de vrai moyen de se faire entendre à Khartoum. Les tentatives faites par le Gouvernement pour se poser en médiateur dans les conflits entre tribus n'ont donné aucun résultat à long terme, mais ont nourri l'idée que Khartoum ne voulait pas ou ne pouvait pas protéger les Darfouriens ni même répondre à leurs besoins en général. Bien au contraire, lorsque les combats se sont intensifiés entre 1995 et 1998, le Gouvernement a commencé à recruter des milices, ce qui a encore attisé les divisions.

27. Sur cet arrière-plan de conflit et de marginalisation, deux groupes rebelles ont commencé à s'organiser en 2001-2002 – l'Armée/Mouvement de libération du Soudan (A/MLS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) – qui recrutent leurs membres essentiellement dans les groupes d'autodéfense villageois. La plupart des rebelles appartenaient aux tribus des Four, des Massalit et des Zaghawa. Il est intéressant de noter que ces rebelles réclamaient l'égalité et la justice pour tous les Soudanais, et pas seulement la satisfaction d'intérêts tribaux plus étroits. Les forces rebelles ont commencé à attaquer la police du Gouvernement ainsi que des cibles militaires à la fin 2002, et leurs attaques se sont accélérées en 2003.

B. Nature de la réaction du Gouvernement

28. Le Gouvernement n'était préparé ni à l'intensité ni aux succès des attaques des rebelles. Une grande partie des forces soudanaises étant engagée dans la longue guerre avec l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS-SPLA) dans le sud du pays, Khartoum s'inquiétait également du fait que de nombreux hommes de troupe de l'armée soudanaise venaient du Darfour. Le Gouvernement a sensiblement accéléré son recrutement de milices interposées, en continuant à exploiter les tensions actuelles et durables entre tribus. Les membres des tribus arabes recrutés pour combattre dans les opérations antisubversives soutenues par le Gouvernement ont été appelés les «Janjawid», terme utilisé au Darfour pour désigner un homme armé à cheval ou à dos de chameau.

29. Les attaques des janjaouids, parfois concertées avec les forces terrestres et aériennes gouvernementales, ont été et restent essentiellement dirigées contre la population civile du Darfour, et ont visé essentiellement les tribus d'où provenaient la plupart des rebelles. Dans les deux camps de réfugiés, ainsi qu'au cours de nos entretiens avec plusieurs observateurs, on nous a parlé de ces attaques communes visant les civils. Des femmes, des enfants et des hommes ont été tués aveuglément. Des villages ont été rasés, le bétail volé ou abattu, et les récoltes détruites, et des populations entières ont été déplacées de force, en partie afin de priver les groupes rebelles de soutien et de ressources. Les viols et les agressions sexuelles, en particulier, ont été fréquents et systématiques, semant la terreur chez les femmes et la destruction dans les familles et les communautés⁷.

III. L'ACCORD DE PAIX AU DARFOUR, LA VIOLENCE QUI S'EST ENSUIVIE ET L'OBLIGATION DE PROTECTION

30. Les efforts visant à résoudre le conflit ont commencé en 2003, et un cessez-le-feu a été conclu entre le Gouvernement et l'Armée/Mouvement de libération du Soudan (A/MLS) le 3 septembre de la même année. Selon un rapport présenté au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine: «À la suite de l'accord de cessez-le-feu de septembre 2003, les combats ont, d'une manière générale, cessé entre le Gouvernement du Soudan et la SLA. Toutefois, la violence s'est intensifiée contre la population civile. Des milices appelées "Janjawid" se sont mises à viser délibérément des groupes considérés comme sympathisants de la SLA (ALS) et du JEM (MJE)⁸.».

31. Comme la violence et les violations des droits de l'homme continuaient, les efforts pour faire cesser le conflit ont persisté. Le 8 avril 2004, le Gouvernement, l'Armée/Mouvement de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité ont signé un accord de cessez-le-feu humanitaire et des protocoles en vue de mettre en place une assistance humanitaire au Darfour. L'accord de cessez-le-feu demandait la création d'une commission de suivi du cessez-le-feu (CFC) pour surveiller la cessation des hostilités, avec l'appui d'une Mission de reconnaissance de l'Union africaine. Des appels ont été lancés aux Nations Unies et à la communauté internationale pour qu'elles apportent leur soutien à la Commission afin d'«assurer le respect scrupuleux» du cessez-le-feu par les parties belligérantes⁹.

⁷ Voir, entre autres, le rapport de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour de février 2005 (S/2005/60); le rapport de l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan (E/CN.4/2005/11); le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Soudan (E/CN.4/2006/111); les rapports du Groupe d'experts sur le Soudan, établi en application de la résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité (S/2006/65; S/2006/795); et les rapports périodiques de la Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme au Soudan (anglais et arabe seulement).

⁸ Cinquième session du Conseil de paix et de sécurité, Addis-Abeba, 13 avril 2004, «Rapport du Président de la Commission sur la situation au Soudan (Crise au Darfour)» (PSC/PR/2(V), p. 2).

⁹ Cinquième session du Conseil de paix et de sécurité, Addis-Abeba, 13 avril 2004, communiqué du Conseil de paix et de sécurité, PSC/PR/Comm. (V).

32. Les efforts pour rétablir la paix au Darfour se sont poursuivis à Addis-Abeba ainsi qu'à Abuja, avec la médiation de l'Union africaine et la participation de toutes les parties au conflit. Mais, sur cette toile de fond, la violence a repris de plus belle au Darfour car toutes les parties cherchaient à obtenir des gains militaires afin d'avoir un avantage dans les négociations. Lors de la septième série de négociations, le 5 mai 2006, l'Accord de paix pour le Darfour a été signé, mais uniquement par le Gouvernement et une seule faction du Mouvement de libération du Soudan (celle de Mini Minawi, MLS/MM). La faction de l'Armée de libération du Soudan (ALS) conduite par Abdul Wahid (MLS/AW) n'a pas signé, pas plus que le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE).

33. Depuis la signature de l'Accord de paix pour le Darfour, la situation sécuritaire dans la région s'est détériorée. Les factions rebelles non signataires de l'Accord ont fait dissidence. Même si les hostilités ont été sensiblement réduites entre les deux signataires de l'Accord, les combats entre les signataires de l'Accord et les opposants à l'Accord ont augmenté, en violation des accords de cessez-le-feu¹⁰. Lorsque ces factions ont tenté de se réunir pour élaborer des positions communes en vue d'obtenir l'élargissement de l'Accord de paix pour le Darfour et l'ouverture de nouvelles négociations, elles ont été la cible d'attaques et de bombardements par les forces gouvernementales¹¹. Les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire par toutes les parties au conflit se sont multipliées depuis la signature de l'Accord de paix pour le Darfour. On a vu également augmenter les agissements de bandits armés, ainsi que d'autres activités criminelles.

34. La population a commencé à fuir les combats qui ont éclaté dans la région du Darfour située à l'ouest du Soudan au début de l'année 2003. À la fin de l'année 2004, 200 000 Soudanais s'étaient enfuis de l'autre côté de la frontière avec le Tchad voisin et on estimait à 1,6 million le nombre de personnes déplacées au Darfour même. Depuis que la situation sécuritaire s'est détériorée après la signature de l'Accord de paix, on dénombre des dizaines de milliers de nouvelles personnes déplacées – qui sont maintenant bien plus de 2 millions au Darfour – et 30 000 réfugiés supplémentaires dans les camps au Tchad, avec chaque jour de nouveaux arrivants¹².

¹⁰ Voir, entre autres, Conseil de sécurité des Nations Unies, rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour du 23 février 2007 (S/2007/104) et soixante-troisième réunion du Conseil de paix et sécurité du 18 septembre 2006, Rapport du Président de la Commission sur la situation au Darfour (PSC/MIN/2(LXIII), p. 11).

¹¹ Conseil de sécurité, rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour (S/2007/104) du 23 février 2007, p. 10, par. 31.

¹² Exposés d'information présentés à la Mission par le HCR et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Genève et Abéché, février 2007; «On estime aujourd'hui à 2 millions le nombre des personnes déplacées dans le nord, le sud et l'ouest du Darfour, dont 250 000 ont fui les combats au cours des six derniers mois. Dans la seule région du Darfour-Ouest, où sont principalement basées les équipes du HCR, on évalue à 700 000 le nombre des personnes déplacées.».

35. À la suite d'incursions des Janjawid au Tchad et des représailles lancées par les rebelles et les forces tchadiennes, le nombre des personnes déplacées au Tchad a augmenté de façon spectaculaire – passant de 30 000 environ en juin 2006 à plus de 113 000 à la fin de la même année¹³. Aujourd'hui, le conflit a également des répercussions croissantes en République centrafricaine. Si le conflit au Darfour n'est pas résolu d'une manière concrète et équitable, qui apporte la paix et la sécurité à la population, il risque d'engloutir peu à peu toute la région. Le Secrétaire général Ban Ki-moon a lancé un appel en faveur d'une force de maintien de la paix postée au long des deux frontières.

36. Depuis le début du conflit, l'aide humanitaire a toujours fait l'objet de restrictions imposées par le Gouvernement: lenteurs dans la délivrance des visas, des laissez-passer pour se rendre au Darfour, lenteurs dans la délivrance des laissez-passer quotidiens nécessaires pour quitter les capitales du Darfour, ainsi que des permis d'approvisionnement en carburant pour circuler au Darfour. Mais, avec l'escalade de la violence qui a suivi la signature de l'Accord de paix, les organisations humanitaires ont eu de plus en plus de difficultés à atteindre les populations dont les besoins étaient les plus criants et, dans certaines régions, la distribution d'aide a complètement cessé. Les actions menées par les groupes rebelles ont également eu des répercussions sur l'accès des populations à l'aide humanitaire ces derniers mois¹⁴.

37. Les attaques visant les organisations d'aide humanitaire ont augmenté de manière spectaculaire au cours des derniers mois. Le 17 janvier 2007, prenant une initiative sans précédent, 14 organismes des Nations Unies ayant des opérations au Darfour ont publié une déclaration conjointe sur l'urgence de la situation. Elles ont relevé que: 12 employés des organismes d'aide ont été tués au cours des six derniers mois, soit plus qu'au cours des deux années précédentes; 30 complexes appartenant à des organisations non gouvernementales et aux Nations Unies ont été directement attaqués par des groupes armés; plus de 400 employés d'organismes d'aide ont dû être transférés 31 fois dans trois États du Darfour, dans des zones contrôlées par le Gouvernement et des zones contrôlées par les rebelles. Il y a eu également trois agressions sexuelles sur du personnel d'opérations de secours pendant les cinq mois écoulés – la première en septembre 2006, par des Janjawid/milices, la deuxième en décembre 2006, par des forces de l'Armée de libération du Soudan ALS/MM, et la troisième le 19 janvier 2007, par des agents de la police gouvernementale et de la sécurité nationale¹⁵.

¹³ Voir la note d'information du HCR de janvier 2007: «S'il y a eu diminution des combats entre l'armée tchadienne et les forces de l'opposition, le conflit intercommunautés se poursuit dans le sud-est du pays, près de la frontière avec la région soudanaise du Darfour. Plus de 10 000 Tchadiens ont été chassés de chez eux lors d'incursions dans la région de Borota par de prétendues milices de Janjawid venues du Soudan, et 10 000 autres, qui ont fui plus de 20 villages, se trouvent maintenant rassemblés dans la ville de Gassire, à 8 km au nord de Goz Beida. Cette insécurité constitue désormais une menace directe pour les camps de réfugiés qui abritent des milliers de Soudanais du Darfour.». Voir le site www.unhcr.org.

¹⁴ Voir *Sudan Humanitarian Overview*, 1^{er}-31 janvier 2007, vol. 3, numéro 1, carte de l'accès de l'aide humanitaire au Darfour et du Bureau de la coordination de l'aide humanitaire, voir www.unsudan.ig.org.

¹⁵ Idem.

IV. MESURES PRISES PAR LE SOUDAN AU REGARD DE L'OBLIGATION DE PROTECTION

38. Les témoins, les victimes et les observateurs avec lesquels nous nous sommes entretenus, ainsi que les documents des Nations Unies et d'autres documents consultés, montrent à quel point les tueries de civils au Darfour restent fréquentes. La violence s'est intensifiée depuis la fin de l'année 2005 et a continué sans désemparer jusqu'en 2007¹⁶. Pendant cette période, les communautés civiles ont été la cible de nombreuses attaques de grande ampleur. D'après les descriptions qui en ont été faites, la tactique utilisée pour ces attaques était très semblable à celle qui a été utilisée au plus fort de la guerre au Darfour fin 2003 et en 2004, et qui était caractérisée par: 1) coordination des opérations entre forces armées soudanaises et milices appuyées par le Gouvernement, 2) non-respect des principes de distinction et de proportionnalité, et 3) violations graves des règles internationales des droits de l'homme et du droit humanitaire. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres précis, l'ONU estime que 200 000 civils ont été tués au cours d'opérations liées directement au conflit ou par suite de son effet dévastateur sur l'accès aux soins de santé, à la nourriture et à d'autres biens et services de première nécessité.

39. Le viol et la violence sexuelle sont très répandus dans tout le Darfour, où l'on signale aussi des cas de viol collectif¹⁷. Depuis mai 2006, des cas de violence sexuelle ont également été signalés dans des attaques intratribales. Bien que les modalités du viol des femmes autour des camps de personnes déplacées soient bien connues, les autorités n'ont guère agi pour faire diminuer la menace ou enquêter sur les cas signalés. L'observation du système de justice pénale au cours des deux dernières années, a montré que très peu de cas de viol donnent lieu à une enquête ou à des poursuites par rapport au nombre d'incidents qui se produisent. Saisir la justice et faire poursuivre les auteurs de viols sont des démarches rendues encore plus compliquées par des facteurs culturels et institutionnels, notamment par les dispositions du droit pénal qui regroupent le viol et l'adultère dans le même article¹⁸. Les femmes sont également agressées à l'intérieur et aux alentours des camps de réfugiés au Tchad¹⁹.

¹⁶ Voir, entre autres, Conseil de sécurité des Nations Unies, rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour (S/2007/104) du 23 février 2007.

¹⁷ Voir, entre autres, le Rapport de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour (S/2005/60) et les rapports périodiques de la Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme au Soudan, et notamment *L'accès à la justice pour les victimes de violence sexuelle* (anglais et arabe seulement) (29 juillet 2005)
http://www.ohchr.org/english/countries/sd/periodic_report.htm.

¹⁸ Selon l'article 149, par. 1, de la loi pénale soudanaise de 1991, «Sera réputé avoir commis le délit de viol quiconque contraint une personne à une relation sexuelle adultère ou à un acte de sodomie.».

¹⁹ Nous avons été particulièrement frappés par les récits de viols que nous ont faits les victimes. Lors de notre rencontre avec une trentaine de femmes dans le camp de Breidjing, elles nous ont parlé d'un total de neuf viols. Cinq femmes, âgées de 15, 17, 20, 21 et 45 ans, respectivement, ont raconté avoir été l'objet d'un viol collectif lors d'attaques menées sur leur village. Une autre a été violée alors qu'elle retournait dans son village pour récupérer des objets qu'elle y avait

40. Les forces de sécurité gouvernementales continuent de se livrer à des arrestations et détentions arbitraires au Darfour. Les personnes particulièrement visées sont les avocats et hommes de loi, les notables locaux et d'autres personnes actives dans le domaine des droits de l'homme, des Soudanais travaillant pour des organisations internationales ou considérés comme coopérant trop étroitement avec la communauté internationale, des personnes qui appartiennent aux ethnies dominantes dans divers groupes rebelles, ainsi que des Soudanais qui affichent des opinions d'opposants politiques. Depuis mai 2006, les forces de sécurité ont également pris pour cible des particuliers qui manifestent ouvertement leur opposition à l'Accord de paix pour le Darfour. Des Soudanais qui travaillent directement avec les personnes déplacées sont également des cibles, souvent parce qu'ils sont accusés d'entretenir le mécontentement populaire et le ressentiment contre le Gouvernement.

41. Depuis septembre 2006, il y a eu une vague d'arrestations de Darfouriens à Khartoum. La police et la sécurité nationale ont procédé aux arrestations de 30 professeurs, hommes d'affaires, journalistes et étudiants darfouriens appartenant essentiellement aux tribus des Four, des Massalit et des Zaghawa, prétendument dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Mohamed Taha, rédacteur en chef connu. Selon d'anciens détenus, l'enquête sur cet assassinat sert de prétexte pour arrêter des personnes soupçonnées d'avoir des liens avec les mouvements rebelles au Darfour. À ce jour, 13 détenus ont été libérés faute de preuve, les trois dernières libérations datant seulement du 29 janvier 2007. Trois autres personnes sont encore en détention sans chef d'accusation, et 19 autres sont inculpées de meurtre²⁰.

42. Les restrictions arbitraires à la liberté d'expression, d'association et de réunion sont choses courantes. Les défenseurs des droits de l'homme, avocats et hommes de loi, notables locaux et opposants politiques qui expriment leurs inquiétudes ou des critiques adressées au Gouvernement restent particulièrement exposés aux exactions des services de sécurité de l'État. Les Nations Unies ont recueilli des éléments sur de nombreux cas avérés de harcèlement, d'arrestation, de détention et de violence physique dont ont fait l'objet des personnes ayant exprimé leurs préoccupations touchant les droits de l'homme. Les victimes sont des membres d'ONG, des journalistes, ainsi que des personnes qui déposent plainte auprès de la police ou d'autres autorités gouvernementales.

laissés, et une femme a été violée par quatre Tchadiens lorsqu'elle est sortie du camp de réfugiés pour aller chercher du bois de feu. La femme de 45 ans était mariée et avait huit enfants. Lorsque son mari a appris le viol, il a divorcé. Les quatre autres viols ont été relatés par une femme qui a raconté avoir été encerclée avec trois autres femmes lorsque son village a été attaqué. Une vieille femme a été jetée dans le feu où elle morte brûlée vive. La femme qui racontait l'histoire a été battue alors que les deux plus jeunes étaient violées à plusieurs reprises, et le mari de l'une d'entre elles a été tué. La femme qui s'est retrouvée enceinte à la suite du viol a donné naissance à un bébé qui «est mort immédiatement» et, depuis, elle est «malade». Toutes les femmes – sauf celle qui a été violée au Tchad – ont dit que leurs agresseurs étaient des Janjawid. Lorsque nous avons rencontré, au préalable, les chefs du camp, l'un des hommes a parlé du viol des femmes par les Janjawid. Il a dit: «Et surtout, violer les femmes – comment peuvent-ils faire cela au nom de l'islam?».

²⁰ Art. 130 de la loi pénale soudanaise de 1991.

43. La Mission de haut niveau a également recueilli des informations crédibles faisant état d'actes de torture et de traitements inhumains et dégradants commis par des agents de la sécurité nationale et du renseignement militaire pendant les attaques et les détentions. Les méthodes utilisées sont les passages à tabac à coups de fouet, de bâton et de crosse de fusil, l'exposition prolongée au soleil, la privation de nourriture, l'électrocution, ainsi que les brûlures à la cire de bougie chaude ou au plastique fondu. De nombreux détenus sont gardés au secret, sans chef d'accusation et sans contact avec un avocat.

A. Persistance des déplacements de population et des entraves à l'assistance humanitaire

44. Les attaques continues ont provoqué des déplacements massifs de civils. Selon l'ONU, à la date de janvier 2007, il y avait 25 000 personnes déplacées de plus au Darfour, ce qui a porté à plus de 2 millions le nombre total des personnes déplacées dans les trois États de cette région. Nous avons appris que 233 000 réfugiés du Darfour se trouvaient dans l'est du Tchad, où ils recevaient une assistance du HCR. De nombreux autres réfugiés ont été accueillis par les communautés frontalières. Les retombées des événements au Darfour ont eu d'importantes conséquences non seulement au Tchad mais également en République centrafricaine²¹.

45. Les attaques contre le personnel humanitaire se sont multipliées en 2006-2007, de même que les manœuvres du Gouvernement et des milices armées pour intervenir dans la délivrance de l'aide humanitaire ou pour en entraver l'acheminement. La situation humanitaire au Darfour reste critique et l'espace humanitaire a rapidement diminué au cours de l'année passée dans les trois États, qui sont aussi de moins en moins accessibles. Les possibilités d'accès se sont dégradées jusqu'à devenir plus difficiles qu'en 2004, alors que le nombre de personnes dépendantes de l'aide humanitaire a considérablement augmenté. Au deuxième semestre 2006, le nombre de tués parmi le personnel des opérations de secours a dépassé celui des deux années précédentes réunies. Rien qu'au mois de décembre 2006, 29 véhicules d'organisations humanitaires ont été détournés, et 430 travailleurs humanitaires ont dû être redéployés dans les trois États du Darfour.

B. Obligation de rendre des comptes et justice

46. Bien qu'officiellement les tribunaux nationaux soudanais soient opérationnels et aient compétence pour juger les atteintes aux droits de l'homme commises au Darfour, ils ont été incapables de mettre un terme aux violations. Il y a un manque critique de juges et d'autres professionnels de la justice. Même si dans quelques cas exceptionnels les tribunaux nationaux ont inculpé des agents de l'État dans des affaires concernant des crimes liés au conflit, le système judiciaire dans son ensemble n'a pas la capacité ou la volonté de faire justice ou d'empêcher les attaques, et cette situation est aggravée par un manque général d'indépendance et de moyens, une force de police sous-équipée et une législation qui protège les fonctionnaires des poursuites pénales.

²¹ Note de synthèse du Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur la situation humanitaire au Tchad, janvier 2007 (disponible en anglais uniquement).

47. Face aux critiques croissantes de la communauté internationale qui lui reprochait l'absence d'état de droit, d'administration équitable de la justice et de mécanismes pour combattre l'impunité au Darfour, le Gouvernement soudanais a annoncé qu'il allait prendre des mesures. Entre 2004 et 2006, il a créé au moins cinq organes judiciaires ou juridictionnels chargés de veiller à ce que les responsables de violations des droits de l'homme commises dans la région déchirée par la guerre soient obligés de répondre de leurs actes. Pour l'heure, ces organes n'ont pas réussi à faire grand-chose au sujet des violations graves et généralisées qui sont perpétrées au Darfour.

48. Le premier de ces organes était la Commission nationale d'enquête, créée en mai 2004 par le Président du Soudan pour enquêter sur les atteintes aux droits de l'homme commises par les groupes armés au Darfour. Cette commission se serait réunie plus de 65 fois et aurait entendu 28 témoins, et effectué également plusieurs visites au Darfour, mais il semble qu'elle se soit limitée à recommander «un complément d'enquête» dans un certain nombre d'affaires données²².

49. Des commissions d'enquête ad hoc ont aussi été créées au Darfour à la suite d'attaques armées contre des civils. Ces initiatives n'ont pas eu beaucoup d'effet pour ce qui est de l'indemnisation des victimes ou de la traduction en justice des coupables. En juillet, le Ministre de la justice a instauré par décret spécial la Commission contre le viol, avec pour mission d'examiner la question des viols et des violences sexuelles au Darfour. Selon des observateurs, cette commission ne s'est encore chargée d'aucune affaire ou enquête précise²³. Un autre organe connu sous le nom d'Unité pour la lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants a été mis en place au sein du Ministère de la justice. Au départ, sa création a été saluée comme une mesure positive, mais il semble que l'Unité n'ait pas enquêté sur les violations des droits de l'homme et a été critiquée pour son inefficacité.

50. L'initiative la plus complète du Gouvernement soudanais pour instaurer un mécanisme constitué d'éléments judiciaires classiques qui soit chargé de garantir l'obligation de rendre des comptes est celle qui a abouti à la création du Tribunal pénal spécial sur les événements au Darfour. Institué par un décret du Président de la Cour suprême, ce tribunal était formé au départ d'un collège de trois juges et avait son siège à El Fasher, tout en étant habilité à siéger n'importe où ailleurs s'il l'estimait nécessaire. Il était doté d'une large compétence couvrant toutes les infractions prévues dans le Code pénal soudanais, toutes les accusations portées dans le cadre des enquêtes sur des violations citées dans le rapport de la Commission d'enquête, et toutes les accusations portées en vertu de toute autre loi, conformément à la décision du Président de la Cour suprême. Le 26 novembre 2005, ce dernier a établi à Nyala et à El Geneina deux Tribunaux pénaux spéciaux supplémentaires, dotés de la même compétence que le premier Tribunal pénal spécial sur les événements au Darfour mais élargie aux violations du droit international humanitaire. Le statut du Tribunal pénal spécial sur les événements au Darfour contenait en outre des dispositions expresses sur le droit des observateurs de l'Union africaine et d'autres organismes d'assister aux audiences.

²² CPI, Bureau du Procureur, Situation au Darfour, Soudan, document n° ICC-02/05, 27 février 2007.

²³ Ibid.

51. Le Tribunal pénal spécial sur les événements au Darfour a eu tout au plus une efficacité limitée. D'après des observateurs, pour autant que l'on sache, il n'a été saisi que de neuf affaires²⁴, et a statué sur huit d'entre elles, la neuvième ayant été rejetée après les premières audiences. Seule une de ces affaires concernait un crime du même genre que les principales violations des droits de l'homme et des lois de la guerre qui caractérisent le conflit au Darfour²⁵: il s'agissait d'une attaque commise en octobre 2005 contre Tama, au Darfour-Sud. Personne n'a été reconnu coupable d'avoir organisé l'attaque ou d'y avoir participé. Les hommes inculpés dans cette affaire ont été déclarés coupables uniquement d'avoir volé des biens sur les lieux de l'attaque, après celle-ci. Selon des observateurs bien informés, le Tribunal pénal spécial sur les événements au Darfour s'est également abstenu de traiter la question de la responsabilité pénale des fonctionnaires de haut rang, au Darfour et ailleurs au Soudan. Un seul fonctionnaire de haut rang a été inculpé, puis acquitté. En revanche, 10 fonctionnaires de rang subalterne ont été déclarés coupables par le Tribunal pénal spécial sur les événements au Darfour.

C. Les milices

52. Les témoins, les victimes et les observateurs que nous avons rencontrés ont confirmé à maintes reprises que les forces gouvernementales et les milices armées menaient des attaques conjointes contre des objectifs civils au Darfour. Aux termes de l'Accord de paix pour le Darfour, le Gouvernement doit prendre des mesures pour neutraliser et désarmer les janjaouids et les autres milices. Un plan par étapes est censé être mis en œuvre à cette fin, sous la supervision de l'Union africaine. À ce jour, cette obligation n'a, pour l'essentiel, pas encore été remplie.

53. Les armes continuent de circuler librement et des milices armées jusqu'aux dents continuent d'opérer impunément sur tout le territoire du Darfour²⁶. Les victimes et les témoins interrogés par la Mission s'accordaient souvent à dire que l'un des principaux facteurs favorisant les tensions et les violences entre groupes tribaux et communautés était la fourniture d'armes aux janjaouids et aux autres milices par le Gouvernement.

D. Développement et droits économiques et sociaux

54. Les grandes disparités qui existent entre le centre du pays et les autres régions, dont le Darfour, conjuguées à des politiques de développement non équilibrées, ont eu pour effet de créer une économie à deux vitesses qui est l'une des causes profondes du conflit. Les inégalités dans la distribution des richesses nationales et des ressources publiques ont régulièrement été dénoncées par les groupes rebelles et les miliciens (y compris ceux qui n'ont pas signé l'Accord

²⁴ Quatre à Nyala, trois à El Fasher, et deux à El Geneina.

²⁵ Par exemple, les massacres de civils, les incendies généralisés de villages, les viols systématiques et les autres crimes recensés par la Commission internationale d'enquête.

²⁶ La mise en application de l'Accord de paix pour le Darfour, y compris des dispositions relatives au désarmement, est surveillée par la Mission des Nations Unies au Soudan, qui rend compte mensuellement à ce sujet dans *The DPA Monitor* (peut être consulté à l'adresse www.unmis.org).

de paix pour le Darfour) comme étant l'une des principales raisons de leur mécontentement et un catalyseur du conflit.

55. Alors que le centre du pays a été le pôle de l'activité économique, les régions périphériques, notamment le Darfour, n'ont bénéficié ni d'activités économiques de développement importantes, ni d'une redistribution des revenus, en particulier des revenus tirés des exportations de pétrole. En même temps, des facteurs locaux tels que la rivalité entre les communautés et les tribus qui se disputent l'utilisation des terres et des ressources en eau, la désertification prolongée et la dégradation de l'environnement, ont contribué à exacerber le conflit entre groupes au Darfour.

56. En venant aggraver et compliquer ces inégalités de longue date, les retombées du conflit au Darfour se sont traduites par la rupture des systèmes alimentaires, la disparition des moyens de subsistance et l'effondrement des services de base, déjà limités. En outre, avec les déplacements généralisés et la destruction massive de villages, de biens et de terres, les gens ont de moins en moins de possibilités de se nourrir et de gagner leur vie. L'insécurité, la disparition des infrastructures matérielles, la baisse de l'activité économique, l'augmentation effrénée des dépenses militaires, la perte de ressources et les vulnérabilités que cela entraîne ont contribué à créer dans la région une situation de dénuement critique. Aujourd'hui, la population du Darfour est confrontée à une crise humanitaire de grande ampleur, qui est encore aggravée par les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire et une diminution générale de l'espace humanitaire.

E. Les exactions des rebelles

57. Les rebelles continuent eux aussi de bafouer les droits de l'homme et le droit humanitaire. Des civils ont été pris pour cible pendant des attaques armées des rebelles, et des cas de torture et de viol imputables aux forces rebelles ont été constatés. Selon certaines sources, les forces rebelles ont également attaqué des convois de secours, ce qui a d'autant aggravé la précarité dans laquelle se trouve la population locale. Nombre de ces exactions sont liées à la fragmentation des groupes rebelles et aux affrontements qui les opposent, et qui ont commencé en mars et en avril 2006 au Darfour-Nord, mais la situation est également exacerbée par la multiplication des actes de banditisme violents commis par des criminels armés qui profitent du chaos.

V. LA RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER INCOMBANT À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

A. Action des Nations Unies

58. Le Conseil de sécurité n'a jamais cessé d'être saisi de la situation depuis que la crise a éclaté. Il a adopté le 18 septembre 2004 la résolution 1564 (2004) par laquelle il a demandé la création d'une commission internationale d'enquête sur le Darfour pour enquêter immédiatement sur les violations du droit international humanitaire et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. La Commission a mené à bien la tâche qui lui avait été confiée pendant le dernier trimestre de 2004 et a rendu son rapport en janvier 2005; elle a établi que le Gouvernement soudanais et les janjaouids étaient responsables de violations graves des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du droit international humanitaire qui constituent des crimes en droit international, et que ces crimes étaient si généralisés

et systématiques qu'ils pouvaient être assimilés à des crimes contre l'humanité. La Commission avait également rassemblé des éléments de preuve crédibles montrant que, sans que leurs actes soient généralisés ni systématiques, les forces rebelles du Mouvement pour la justice et l'égalité et de l'Armée de libération du Soudan étaient elles aussi responsables de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui pouvaient constituer des crimes de guerre.

59. En mars 2005, le Conseil de sécurité a aussi adopté, trois autres résolutions essentielles. La résolution 1590 (2005), en date du 24 mars, sans porter directement sur le Darfour, a établi la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et a autorisé le déploiement d'un effectif maximal de 10 000 militaires, ainsi qu'une composante civile, qui mèneraient une opération des Nations Unies de soutien à la paix pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord de paix global en suivant son application, en enquêtant sur les violations commises, en observant les mouvements des groupes armés et en veillant à ce qu'une présence suffisante dans le domaine des droits de l'homme soit assurée²⁷. La résolution 1591 (2005), adoptée le 29 mars, a imposé à toutes les parties en présence au Darfour un embargo sur les armes et des interdictions de déplacement et ordonné le gel des avoirs financiers des individus qui continuent de violer l'engagement de mettre fin au conflit (que le Groupe d'experts du Conseil de sécurité désignera). Par sa résolution 1593 (2005), adoptée le 31 mars, le Conseil de sécurité a déféré à la Cour pénale internationale la situation au Darfour et autorisé celle-ci à faire comparaître les responsables allégués des crimes au Darfour, notamment ceux qui seront identifiés par la Commission internationale d'enquête, et à agir en conséquence.

60. Le 31 août 2006, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1706 (2006), qui réaffirme explicitement les éléments de la responsabilité de protéger figurant dans le document final du Sommet mondial de 2005, a considéré que la situation qui régnait au Soudan continuait de faire peser une menace sur la paix et la sécurité internationales et a décidé de déployer une force internationale de maintien de la paix qui agirait en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et pourrait utiliser la force pour protéger les civils.

61. Pendant cette période, d'autres institutions et organismes des Nations Unies se sont également efforcés d'aider le Gouvernement à s'acquitter de sa responsabilité de protéger les peuples du Darfour. En mars 2001, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a lancé un programme de coopération technique pour les droits de l'homme auprès du Gouvernement, comportant des projets dans le domaine de l'administration de la justice, de la réforme législative, de l'éducation aux droits de l'homme et du renforcement des capacités dans les secteurs formel et informel. En avril-mai 2004, le Haut-Commissariat a envoyé deux missions d'établissement des faits au Tchad et au Darfour et, le 7 mai 2004, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme par intérim a fait rapport au Conseil de sécurité sur les résultats de sa mission. Dans son rapport, il a recommandé la mise en place d'une commission internationale d'enquête sur la situation (voir plus haut) et a insisté sur la nécessité urgente

²⁷ Des fonctionnaires spécialistes des droits de l'homme présents au Darfour mènent quotidiennement des activités de surveillance, enquêtent sur les rapports faisant état de violations des droits de l'homme, interrogent des victimes et des témoins, assurent le suivi des affaires auprès des autorités locales, et recommandent des mesures correctrices qui devraient permettre d'empêcher que de nouvelles violations ne soient commises.

de déployer au Darfour des observateurs des Nations Unies chargés de surveiller la situation des droits de l'homme. Ensuite, face à la crise du Darfour, le Haut-Commissariat a déployé, en août 2004, une équipe d'observateurs des droits de l'homme à Khartoum et au Darfour, afin de soutenir les efforts de protection et de suivre les cas individuels, de faire rapport et d'assurer un suivi. Suite à la mise en place de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), les activités de coopération technique du Haut-Commissariat ont été incorporées à l'élément droits de l'homme de cette mission, en juin 2005.

62. Les Nations Unies ont également apporté une assistance technique à la mise en œuvre de l'Accord de paix global qui prévoit des réformes très étendues portant sur la gouvernance, la création de nouvelles institutions et un renforcement important des capacités à tous les niveaux du gouvernement. Si toutes les actions étaient menées à bonne fin, les propositions pourraient contribuer à une réelle décentralisation et à une affectation équitable des ressources, ce qui constituerait des éléments importants d'un règlement à long terme du conflit actuel au Darfour et des conflits qui pourraient surgir dans d'autres régions du pays.

63. En outre, la Commission des droits de l'homme et son successeur, le Conseil des droits de l'homme, avaient depuis 1993 un mandat au titre des procédures spéciales consacré à la situation des droits de l'homme au Soudan. Le Rapporteur spécial a effectué des visites sur le terrain et a soumis à la Commission et au Conseil ainsi qu'à l'Assemblée générale des rapports sur la situation en recommandant des mesures visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. En plus de ce mandat consacré à la situation au Soudan, les rapporteurs spéciaux et experts indépendants de la Commission des droits de l'homme (du Conseil des droits de l'homme) qui traitent de thèmes précis intéressant la crise au Darfour ont entrepris des missions d'établissement des faits dans ce territoire et ont fait, depuis 2004, de nombreuses recommandations²⁸. Les organes créés en application des instruments internationaux relatifs aux droits ont également fait d'innombrables recommandations à l'État soudanais²⁹.

²⁸ Le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Représentant spécial du Secrétaire général sur les personnes déplacées dans leur propre pays, le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences et l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan. Voir www.ohchr.org.

²⁹ Par exemple en 2002 le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré préoccupé par le fait que la grande majorité des inquiétudes et recommandations qu'il avait exprimées en octobre 1993 (CRC/C/15/Add.6) à l'issue de l'examen du rapport initial du Soudan (CRC/C/3/Add.3) n'avait pas été suffisamment traitée. En 2007, le Comité des droits de l'enfant (Protocole facultatif) et le Comité des droits de l'homme examineront les rapports périodiques du Soudan et les obligations qui lui incombent en vertu de ces deux instruments.

B. Action de l'Union africaine

64. Dans son communiqué du 25 mai 2004, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a demandé à la Commission de l'Union africaine sur la situation au Darfour de prendre toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer un contrôle effectif de l'Accord de cessez-le-feu humanitaire du 8 avril 2004, en déployant une mission d'observation dotée d'une composante civile et, si nécessaire, d'un groupe de protection, pour appuyer l'action de la Commission de cessez-le-feu³⁰.

65. En octobre 2004, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a décidé l'établissement d'une mission élargie, en lui conférant le mandat supplémentaire d'améliorer la situation de la sécurité au Darfour et de surveiller le retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées. Les attributions étaient les suivantes: «Protéger les civils qui se trouvent sous une menace imminente et dans le voisinage immédiat, sans ressources ni capacité, étant entendu que la protection de la population civile relève de la responsabilité du Gouvernement soudanais.»³¹. Pour assurer une protection, des initiatives positives ont été lancées, comme des patrouilles actives, des escortes ou des patrouilles pour le ramassage du bois de feu, le déploiement d'effectifs pour prévenir les attaques, des initiatives de médiation et de règlement des conflits, le déploiement de la Police civile des Nations Unies et des actions pour lutter contre le recrutement d'enfants soldats. Depuis l'accélération récente de la violence, bon nombre de ces mesures ne peuvent plus être menées à bien.

66. Dans son communiqué du 30 novembre 2006, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a entériné la proposition de soutien en trois phases de l'ONU à la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), dont il a prolongé le mandat au 1^{er} janvier 2007. La première phase, consisterait en un module d'appui léger, avec le détachement d'un petit nombre de conseillers de l'ONU et la fourniture de certains équipements vitaux. La deuxième phase – ou module d'appui renforcé – consisterait à apporter des renforts importants, dont 2 250 militaires et un certain nombre de civils chargés de tâches essentielles pour la mise en œuvre de l'Accord de paix au Darfour. La troisième phase serait une opération hybride Union africaine-ONU. Au moment d'établir le présent rapport, la première phase était achevée et la deuxième allait commencer.

C. Responsabilité de protéger le peuple du Darfour incombant à la communauté internationale: situation actuelle

67. Aussi importantes que soient ces actions, elles n'ont pas été suffisantes pour garantir sur le terrain une réelle protection de la population. Le Gouvernement soudanais s'est publiquement déclaré opposé à la résolution 1706 (2006) du Conseil de sécurité et a résisté activement au déploiement de la force de maintien de la paix des Nations Unies au Darfour. Après une activité diplomatique intense, Khartoum a accepté à Addis-Abeba en novembre 2006 d'autoriser

³⁰ Union africaine, Conseil de paix et de sécurité, communiqué du lancement solennel de la dixième réunion du Conseil de paix et de sécurité (PSC/AHG/Comm.(X)), 25 mai 2004.

³¹ Union africaine, Conseil de paix et de sécurité, communiqué (PSC/PR/Comm.(XVII)), 20 octobre 2004.

l'opération hybride en trois phases. Mais en mars 2007, après presque cinq ans de conflit et trois ans après la première résolution du Conseil de sécurité se déclarant inquiet de la crise au Darfour, les modalités détaillées de l'arrangement sont toujours en négociation avec le Gouvernement soudanais. Des violations flagrantes des droits de l'homme et des atteintes graves au droit humanitaire continuent d'être perpétrées dans toute la région.

VI. ÉVALUATION DES BESOINS

68. Les besoins essentiels à satisfaire pour améliorer la situation des droits de l'homme au Darfour sont nombreux et profonds. La région souffre depuis longtemps d'abandon et de marginalisation par rapport au centre politique et administratif et au pôle de développement du pays, qui est Khartoum. Le sous-développement est évident dans tous les secteurs économiques et sociaux. Les déficits démocratiques sont insondables et remontent à loin. Les institutions publiques qui ont pu exister ont été privées de ressources et ne jouissent d'aucune crédibilité dans la population de la région. La situation, déjà mauvaise, a empiré avec le conflit qui a affaibli encore les institutions publiques et mis à mal les mécanismes traditionnels essentiels de gouvernement notamment, ce qui est très préjudiciable, les modes traditionnels de règlement pacifique des conflits entre tribus. Aujourd'hui au Darfour, quand un litige apparaît, on ne fait pas appel pour exposer ses griefs et rechercher un règlement aux tribunaux, ministères ou conseils: ce sont des milices armées, qui ne connaissent que le banditisme et la violence, qui s'en chargent. Le minimum de paix et de stabilité nécessaire pour le développement fait défaut. En ce qui concerne les ressources humaines, la région est sinistrée. Des millions de personnes se sont enfuies. Des milliers sont morts et beaucoup d'autres sont grièvement blessés. En résumé, le Darfour déchiré par la guerre, comme une bonne partie du reste du pays, ne dispose pas du minimum essentiel pour l'instauration de la légalité, une gouvernance démocratique et la réalisation progressive des droits économiques et sociaux.

69. Pour le long terme, les obstacles au développement de la région, notamment les difficultés pour s'attaquer aux causes profondes, sont gigantesques. La lecture des principaux documents disponibles, notamment le rapport de la Mission d'évaluation conjointe et celui du rapport de la Commission d'enquête, fait apparaître un manque de confiance dans les autorités et les services publics, des disparités régionales importantes, des taux de pauvreté très supérieurs à la moyenne, des indicateurs du développement humain nettement inférieurs à ceux des autres régions du pays, un taux de morbidité élevé, des services de santé insuffisants, un taux élevé de malnutrition infantile, un nombre réduit de familles ayant suffisamment à manger et une absence générale d'accès à la justice.

70. Les membres de la Mission ont partout demandé quels étaient les besoins les plus pressants au Darfour et les ont évalués. Le premier besoin, signalé en priorité par quasiment toutes les personnes que les membres de la Mission ont rencontrées et qui apparaît aussi dans tous les documents rassemblés, est la nécessité d'assurer une protection efficace. Presque tous les interlocuteurs des membres de la Mission ont dit que le moyen d'assurer cette protection était le déploiement sur tout le territoire du Darfour d'une force de protection ou de maintien de la paix conjointe de l'ONU et de l'Union africaine, numériquement importante, solide, ayant un mandat étendu et dotée de ressources suffisantes. La force devrait être complétée par le contingent d'observateurs des droits de l'homme de la MINUS qui relève actuellement du Haut-Commissaire aux droits de l'homme. Elle devrait être épaulée par la commission nationale des droits de l'homme dont la création est proposée dans la Constitution nationale provisoire,

et qui devrait être mise en place conformément aux Principes de Paris. La création d'une telle commission ne pourra se faire sans des consultations étendues, des conseils et une assistance techniques et un appui matériel pour le lancement et les premières opérations.

71. En second lieu, la paix est l'un des besoins les plus urgents pour le peuple du Darfour. Les membres de la Mission n'ont rencontré personne qui affirme croire à une solution militaire du conflit et tous leurs interlocuteurs ont souligné la nécessité de trouver à la crise une solution négociée. Toutefois la reprise des négociations de paix est une question sensible. Le Gouvernement avait insisté pour que l'Accord de paix au Darfour soit signé tel qu'il était. La plupart des autres parties demandaient la réouverture des pourparlers de paix de façon à associer toutes les parties au conflit actuel. Les représentants de mouvements rebelles non signataires que la Mission a rencontrés (notamment le Front pour la rédemption nationale et le Mouvement pour la justice et l'égalité) ainsi que des réfugiés rencontrés au Tchad ont affirmé qu'en aucun cas l'Accord de paix au Darfour tel qu'il était ne reflétait leurs besoins et leurs aspirations. Ce qu'ils voulaient c'était un accord «Abuja Plus» qui traiterait des questions à leur avis non réglées, notamment le partage du pouvoir, le partage des richesses et l'indemnisation des victimes. Quand on leur a demandé instamment de donner leur avis sur l'Accord de paix au Darfour, le Front pour la rédemption nationale et le Mouvement pour la justice et l'égalité ont répondu qu'ils avaient pensé que la paix n'était plus très loin quand la première déclaration de principe avait été signée, le 5 juillet 2005, mais que, à mesure que les pourparlers se prolongeaient, les médiateurs internationaux commençaient à s'inquiéter du temps que prenait l'examen des questions non encore réglées dans la négociation et, à la troisième reprise des pourparlers, l'Accord de paix au Darfour leur a été imposé. Ils ont fait une comparaison avec les longues et délicates négociations entre le Gouvernement et le Mouvement Armée de libération du Soudan, qui avaient abouti à l'Accord de paix global signé avec le Sud. Si les pourparlers ne reprenaient pas, il était impossible que le peuple du Darfour connaisse un jour la paix. Les membres de la Mission ont également entendu que, pour régler la situation des droits de l'homme au Darfour, toutes négociations du type «Abuja Plus» devaient associer toutes les parties prenantes, c'est-à-dire toutes les forces combattantes, la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, des personnalités éminentes, les femmes et les groupes de femmes.

72. En troisième lieu, bien que la communauté internationale ait apporté une assistance humanitaire généreuse au peuple du Darfour, la livraison effective de l'aide a été considérablement entravée par l'obstruction des couloirs humanitaires, les attaques contre les travailleurs humanitaires et le rétrécissement général de l'espace humanitaire. Aujourd'hui, il est urgent d'élargir les couloirs humanitaires et de garantir une plus grande sécurité de l'accès humanitaire, ce qui nécessite non pas seulement des financements mais aussi une volonté politique de la part du Gouvernement et des différents groupes armés du Darfour qui doivent s'engager à libérer les accès. Parallèlement, un appui soutenu des donateurs sera nécessaire dans cette crise, l'une des crises humanitaires les plus tragiques que le monde ait connues, pour que les besoins en aide humanitaire au Soudan, estimés, pour 2007, à 1,2 milliard de dollars, soient satisfaits³².

³² Voir Nations Unies, *Sudan Consolidated Appeal: Work-plan 2007* (à consulter sur le site www.reliefweb.int).

73. En quatrième lieu, dans une région où l'impunité règne et se nourrit d'elle-même, il est essentiel de mettre en place des moyens de responsabilisation. Les actions récentes de la Cour pénale internationale ont fait naître l'espoir que les protagonistes du conflit du Darfour allaient commencer à comprendre que les violations flagrantes des droits de l'homme et les manquements graves au droit humanitaire auront des conséquences directes pour leurs auteurs. Il est donc essentiel d'appuyer les procédures de la Cour pénale internationale si l'on veut obtenir une amélioration de la situation dans la région. Le 27 février 2007, le Procureur de la Cour pénale internationale a demandé aux juges de la Chambre préliminaire de délivrer des citations à comparaître à l'encontre d'Ahmad Harun, Ministre de l'intérieur au plus fort du conflit du Darfour (2003-2004) et actuellement Ministre d'État aux affaires humanitaires, et du commandant de milice Ali Muhammad Ali Abd-al-Rahman, également connu sous le nom d'Ali Kushayb. Cette requête de la Cour pénale internationale est un premier coup porté à l'impunité, mais il reste encore beaucoup à faire. Quand la force de protection et de maintien de la paix ONU-Union africaine sera en place, il faudra s'atteler à un programme global de justice de transition, de responsabilité et de réconciliation. Il faudra pour ce faire commencer par lancer une consultation dans tout le Darfour, afin de recueillir les avis et les souhaits de toutes les communautés touchées concernant la façon dont la justice transitoire pourrait être administrée. Un appui financier, technique et logistique de la communauté internationale sera à cette fin crucial.

74. En cinquième lieu, quand la force de protection et de maintien de la paix ONU-Union africaine sera déployée, il faudra s'attaquer aux causes profondes du conflit et des violations des droits de l'homme au Darfour. Un appui international particulier pour la mise en place de systèmes nationaux de protection sera donc nécessaire. Une coopération en vue du développement fondé sur les droits de l'homme dans tous les secteurs sera tout aussi importante. L'aide doit être conçue selon les principes de participation, de responsabilisation, de transparence, de non-discrimination, et d'autonomisation, reposer sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et viser à accroître la capacité du peuple du Darfour à faire valoir et à réaliser ses droits, et la capacité des responsables politiques à s'acquitter de leurs responsabilités. Le secteur de la justice et les moyens nécessaires pour le règlement des conflits devront recevoir une attention prioritaire. Un désarmement et une démobilisation volontaires et rapides seront essentiels tout comme la réintégration des soldats.

75. Enfin, la Mission a compilé une liste complète des nombreuses recommandations d'actions correctrices formulées au cours de la période à l'examen par les différents mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, notamment les rapporteurs spéciaux, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, les organes créés en application d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et la Commission d'enquête, en indiquant les 115 recommandations qui lui paraissent le plus pertinentes³³. On trouvera dans beaucoup de ces recommandations des directives spécifiques concernant les mesures à prendre pour améliorer la situation. La grande majorité des recommandations ne sont toujours pas mises en œuvre. Après le déploiement de la force de protection et de maintien de la paix ONU-Union africaine, ces recommandations jointes aux consultations élargies sur le Darfour et aux conclusions mises à jour de l'évaluation conjointe de la Banque mondiale et des Nations Unies, pourraient servir

³³ Mission de haut niveau-Darfour, *Compilation of Recommendations for the Government of the Sudan*, février 2007, à consulter aux archives du secrétariat.

de base à un programme efficace d'assistance visant à traiter des besoins en matière des droits de l'homme du Darfour.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

76. La Mission de haut niveau conclut que la situation des droits de l'homme au Darfour demeure grave et que les besoins correspondants demeurent aigus. La situation se caractérise par des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et par des infractions graves au droit international humanitaire. Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité se poursuivent dans toute la région. La situation la plus fréquente est celle d'une violente campagne de lutte contre l'insurrection menée par le Gouvernement soudanais de concert avec les milices janjaouids, campagne qui prend pour cible principale les civils. Les forces rebelles sont coupables elles aussi d'atteintes graves aux droits de l'homme et de violations du droit humanitaire. Toutes les parties au conflit doivent reconnaître que les droits de l'homme et les normes du droit humanitaire applicables doivent être respectés pendant les conflits armés internes et que le bruit et la fureur de la guerre ne sont pas une justification admissible pour enfreindre ces normes. Des mesures importantes ont été prises par la communauté internationale, notamment par l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, mais elles se sont heurtées à beaucoup de résistance et d'obstruction et se sont révélées insuffisantes et inefficaces. Les besoins décelés par la Mission sont les suivants: protection immédiate et efficace des civils, nouvelles actions en faveur de la paix, extension de l'espace humanitaire, renforcement de la responsabilité imputable aux auteurs de crimes, mesures visant à traiter les causes profondes, indemnisation et réparation convenables pour les victimes, et efforts concertés pour appliquer les nombreuses recommandations émanant d'organismes internationaux faisant autorité en matière de droits de l'homme. La Mission conclut aussi que le Gouvernement soudanais n'a manifestement pas réussi à protéger la population du Darfour contre des crimes internationaux de grande envergure, et même qu'il a orchestré ces crimes ou y a participé. Dans ces conditions, l'obligation solennelle qui incombe à la communauté internationale d'exercer sa *responsabilité de protection* est devenue évidente et revêt un caractère d'urgence.

B. Recommandations

1. Recommandations au Conseil des droits de l'homme

77. a) Le Conseil des droits de l'homme devrait rester saisi de la question du Darfour, déplorer l'échec manifeste du Gouvernement dans l'exercice de sa responsabilité de protéger les civils, condamner les violations persistantes, et demander une protection efficace des civils, exiger que les criminels soient astreints à répondre de leurs actes (y compris devant la CPI) et demander une indemnisation et une réparation pour les victimes.

b) Le Conseil des droits de l'homme devrait établir une procédure ou un mécanisme spécial chargé de surveiller la situation des droits de l'homme au Darfour, de mesurer le degré d'application des recommandations non appliquées ou mal appliquées des

mécanismes et rapports de l'ONU concernant les droits de l'homme (y compris procédures spéciales, organes conventionnels, rapport de la Commission internationale d'enquête, rapports de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et autres recommandations pertinentes) et de faire rapport régulièrement au Conseil. Le mécanisme devrait travailler en étroite collaboration avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan, dont le mandat devrait être prolongé s'il y a lieu.

c) Le Conseil des droits de l'homme devrait demander et soutenir activement la création d'une commission nationale crédible et indépendante des droits de l'homme au Soudan, établie conformément aux Principes de Paris et aux termes de la Constitution nationale de transition, commission qui serait dotée du mandat, des ressources et de la compétence nécessaires pour traiter la grave situation du Darfour.

2. Recommandations au Gouvernement soudanais

d) Le Gouvernement soudanais devrait coopérer pleinement et sans tarder au déploiement de la force ONU/UA de maintien de la paix/de protection qui est proposée. Il devrait lever tous les obstacles à la distribution de l'aide humanitaire et observer scrupuleusement les termes du moratoire sur les restrictions imposées aux travailleurs humanitaires au Darfour et de l'Accord sur le statut des forces pour la MINUS. Il devrait garantir la libre circulation et la sécurité des observateurs des droits de l'homme, et faciliter l'accès des agents de la MINUS et des représentants du CICR à tous les détenus et prisonniers. Il devrait aussi coopérer sans restriction avec la Cour pénale internationale.

e) Le Gouvernement soudanais devrait s'acquitter intégralement des obligations qui lui incombent en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que de celles qu'il a volontairement contractées en signant des accords politiques relatifs au conflit du Darfour (PAG, Accord pour le Darfour, etc.), et mettre en œuvre intégralement les nombreuses recommandations des mécanismes et commissions d'enquête de l'ONU sur les droits de l'homme, qui demeurent inappliquées. Le Soudan devrait faire cesser la pratique consistant à prendre des civils pour cibles au Darfour, cesser tout soutien aux forces des milices janjaouids, et procéder au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion de ces forces dans la vie civile. Il devrait amener les criminels à répondre de leurs actes, faciliter le retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées et garantir aux victimes indemnisation et réparation.

f) Le Gouvernement soudanais devrait accélérer le processus d'harmonisation de toutes les lois et politiques avec la Constitution nationale de transition et les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Il devrait travailler à l'établissement d'une commission nationale crédible et indépendante des droits de l'homme au Soudan, créée conformément aux Principes de Paris et aux termes de la Constitution nationale de transition, commission qui serait dotée des ressources et des pouvoirs nécessaires pour traiter la situation grave du Darfour. Il devrait en outre créer le cadre législatif et les institutions nécessaires à la démocratisation et à l'organisation d'élections libres et régulières. Il devrait aussi s'employer à mettre en place des politiques et des programmes équitables afin d'éliminer la discrimination exercée depuis des décennies contre le peuple du Darfour et sa marginalisation économique, politique et culturelle.

g) Le Gouvernement soudanais devrait collaborer à l'organisation d'une conférence nationale sur la paix, les droits de l'homme et une vision commune pour le Soudan, à laquelle participeraient les partis politiques, les groupements féminins, les défenseurs des droits de l'homme, des représentants des diverses communautés, des chefs tribaux et des représentants de larges secteurs de la société civile de tout le pays. La conférence nationale devrait être soutenue et facilitée par l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine.

3. Recommandations aux mouvements rebelles armés du Darfour

h) Tous les mouvements rebelles armés opérant au Darfour et à proximité du Darfour devraient observer et respecter rigoureusement les prescriptions du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, prendre toutes les mesures nécessaires pour se démarquer clairement de la population civile, s'abstenir de recruter des combattants dans les camps de personnes déplacées et de réfugiés, cesser toutes les attaques contre des cibles civiles et humanitaires, et assurer le libre accès, la circulation et la sécurité du personnel humanitaire. Tous les mouvements rebelles devraient coopérer de bonne foi à la recherche de la paix.

4. Recommandations à la communauté internationale

i) Le Conseil de sécurité devrait prendre d'urgence de nouvelles mesures pour assurer une protection efficace de la population civile du Darfour, y compris par le déploiement de la force proposée ONU/UA de maintien de la paix/de protection, et par une coopération sans réserve avec la Cour pénale internationale et une contribution à ses travaux. Toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine devraient être intégralement appliquées, y compris celles qui concernent l'interdiction de voyager, et le gel des fonds, des biens et des ressources économiques des auteurs de violations.

j) L'Assemblée générale des Nations Unies devrait demander l'établissement d'une liste d'entreprises étrangères dont l'action a des conséquences néfastes sur la situation des droits de l'homme au Darfour, liste qui devrait être publiée et périodiquement mise à jour. En outre, l'Assemblée générale devrait inviter toutes les institutions et tous les bureaux de l'ONU à s'abstenir de conclure des transactions commerciales avec l'une quelconque des entreprises en cause.

k) Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient fournir d'urgence un financement et une aide suffisants pour les éléments suivants: plan de soutien de l'ONU à la MUAS, déploiement de la force proposée ONU/UA de maintien de la paix/de protection, présence d'un nombre suffisant d'observateurs internationaux des droits de l'homme, besoins humanitaires persistants du Darfour, création d'une commission nationale crédible et indépendante des droits de l'homme et programmes d'indemnisation et de réparation en faveur des victimes au Darfour. Les États Membres devraient avoir la volonté d'engager des poursuites contre les individus soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au Darfour, par l'exercice de la juridiction universelle dans leurs tribunaux nationaux hors du Soudan.

l) La communauté internationale devrait adopter une ligne d'action totalement unifiée à l'égard du Darfour, soutenir les efforts communs des envoyés de l'ONU et de l'Union africaine, et s'acheminer vers une extension du processus de l'Accord de paix pour le Darfour, afin d'y associer toutes les parties au conflit, ainsi que les représentants de la société civile du Darfour. Il convient particulièrement de s'attacher à associer les femmes et les organisations féminines au processus à tous les niveaux.

m) La communauté internationale devrait demander, soutenir et faciliter la convocation d'une conférence nationale sur la paix, les droits de l'homme et une vision commune pour le Soudan, ainsi qu'il est proposé au paragraphe g) qui précède.

n) La communauté internationale devrait organiser, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, une conférence régionale, à laquelle participeraient tous les pays voisins et les autres États concernés, relative à la protection et à la promotion de la paix et des droits de l'homme dans la région.

ANNEXES

Annex I

DECISION ADOPTED BY THE HUMAN RIGHTS COUNCIL AT ITS FOURTH SPECIAL SESSION

S-4/101. Situation of human rights in Darfur

At its 4th meeting, on 13 December 2006, the Human Rights Council decided, without a vote, to adopt the following text:

“The Human Rights Council,

“1. *Expresses* its concern regarding the seriousness of the human rights and humanitarian situation in Darfur;

“2. *Welcomes* the signing of the Darfur Peace Agreement, urges its full implementation, and calls upon parties who have not signed it to do so, and upon all parties to observe the ceasefire;

“3. *Welcomes* the cooperation established by the Government of the Sudan with the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan and calls upon the Government to continue and intensify its cooperation with the Human Rights Council, its mechanisms, and the Office of the High Commissioner for Human Rights;

“4. *Decides* to dispatch a High-Level Mission to assess the human rights situation in Darfur and the needs of the Sudan in this regard, comprising five highly qualified persons, to be appointed by the President of the Human Rights Council following consultation with the members of the Council; as well as the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan;

“5. *Requests* the Secretary-General and the United Nations High Commissioner for Human Rights to provide all administrative, technical and logistical assistance required to enable the High-Level Mission to fulfil its mandate promptly and efficiently, in coordination with the President of the Human Rights Council and also requests the latter to consult as appropriate with the concerned country;

“6. *Requests* the High-Level Mission to report to the Council at its fourth session.”

Annex II

TERMS OF REFERENCE OF THE HIGH-LEVEL MISSION TO DARFUR

On 13 December 2006, at its Fourth Special Session, the Human Rights Council adopted decision S-4/101 on the situation of human rights in Darfur, in which it decided to dispatch a High-Level Mission to assess the human rights situation in Darfur and the needs of the Sudan in this regard, and to report to the Council at its fourth session.

In accordance with the decision of the Human Rights Council, the High-Level Mission comprises five highly qualified persons, appointed by the President of the Council, as well as the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan. It is thus composed of Professor Jody Williams (Head of Mission), Professor Bertrand Ramcharan (Member), Honourable Mart Nutt (Member), H.E. Ambassador Makarim Wibisono, (Member), H.E. Ambassador Patrice Tonda, (Member), and Dr. Sima Samar, (Special Rapporteur). Pursuant to paragraph 5 of the same resolution, the Mission will be supported and accompanied by a team of qualified staff appointed by the High Commissioner for Human Rights.

The Mission will conduct its work inside and outside of the Sudan between 5 February and 15 March 2007, and thereafter will report to the fourth session of the Human Rights Council.

The High-Level Mission Members and staff shall enjoy the privileges and immunities accorded to them by the 1946 Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, the United Nations Charter, and other applicable agreements.

Annex III

HIGH-LEVEL MISSION ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN DARFUR

Programme of Work

Geneva Programme (1)

Sunday 4/2

Arrival in Geneva

Monday 5/2

- | | |
|-------------|---|
| 09.00-10.00 | Introductions and briefings at Palais des Nations |
| 10.00-10.15 | Head of HLM Secretariat (Introduction, overview) |
| 10.15-11.00 | OHCHR, Sudan Desk (briefing on Sudan & Darfur) |
| 11.00-11.10 | OHCHR, (Administrative matters) |
| 14.30-15.30 | Geneva Institute for Human Rights |
| 16.00-16.15 | OHCHR, Executive Director, Commission of Inquiry for Darfur |
| 16.15-16.30 | OHCHR Gender and Women's Human Rights Unit |
| 16.30-16.45 | OHCHR Special Procedures Unit |
| 17.00-18.00 | UN Special Advisor on Prevention of Genocide |
| 18.15-18.45 | Meeting with High Commissioner for Human Rights |

Head of the mission: meeting with the Ambassador of Sudan in Geneva

Tuesday 6/2

- | | |
|-------------|-----------------------|
| 09.00-10.00 | Human Rights Watch |
| 10.00-11.00 | Amnesty International |
| 11.00-11.30 | UNICEF |
| 11.30-12.30 | OCHA |

Wednesday 7/2

09.30-10.00	Norwegian Refugee Council
10.00-11.00	Darfur Relief and Documentation Centre
11.30-12.30	Mission consultations
14.00-15.00	President of the Human Rights Council
15.00-16.00	Mission consultations
16.30-17.00	International Centre for Transitional Justice
17.00-18.00	UNHCR

Head of the mission: meeting with the Ambassador of Sudan in Geneva

Thursday 8/2

09.00-10.00	ICRC President and delegates
14.00-14.45	International Crisis Group
14.45-15.45	European Union Presidency
16.00-17.00	African Union

Head of the mission: meeting with the Ambassador of Sudan in Geneva

Friday 9/2

09.30-10.00	Consultations, academic researchers on Darfur
10.00-10.30	Predeployment Security Briefing
10.30-11.00	Mission consultations
11.00-11.45	Former UN Resident Coordinator in Sudan
11.45-12.45	Press briefing
14.00-15.00	Representatives of 6 international humanitarian organizations
15.00-17.00	Mission consultations

Saturday 10/2

06.50/07.00 Departure for Addis Ababa

Addis Ababa Programme

Saturday, 10/2

21.05/21.55 Arrival in Addis Ababa

Sunday, 11/2

Mission consultations

Monday, 12/2

09.00-10.15 Mission Consultations

10.15-11.15 Meeting with former Governor of Darfur

11.15-12.30 Senior Officials of the African Union Peace and Security Team

15.00-16.00 African Union Military Briefing

16.00-17.00 Consultations, academic researchers on Darfur

17.00-17.30 Consultations, academic researchers on Darfur

Tuesday, 13/2

09.00-10.15 Mission Consultations

10.15-11.30 Acting SRSG for Sudan and UNMIS representatives

12.00-12.15 ECA Deputy Executive Secretary

12.15-13.30 Representatives of ECA Working Group on Darfur

Wednesday, 14/2

A.m. Mission consultations

16.00-17.00 Sudanese Organization Against Torture

Thursday, 15/2

Travel to Chad

Chad Programme

Friday, 16/2

09.30-10.30	Working session
10.30-12.00	HLM preparations on research/interview techniques while in camps
14.00-15.00	Representatives of Suleiman Jamous
15.00-16.00	JEM and NRF representatives
16.00-19.00	Mission consultations

Saturday, 17/2

08.00	Depart from N'Djamena Airport to Abeche
09.30	Arrival in Abeche and transfer to Gaga Refugee Camp
11.30-14.30	Interviews with refugees from Darfur
14.30-16.00	Return to Abeche
16.00-19.30	Mission consultations

Sunday, 18/2

08.30	Depart for Farchana area
09.00-15.00	Interviews with refugees in Breidjing camp
15.00	Depart camp for Abeche
16.00-18.00	Meeting with UNHCR Protection staff in Abeche
18.00-19.30	UNICEF

Monday, 19/2

09.30	Depart Abeche Airport for N'Djamena
11.30	Arrival in N'Djamena
15.00-17.00	Meeting with the UN Country Team
17.00-20.00	Mission consultations
00.00	Departure for Geneva

Tuesday, 20/2

Arrival in Geneva

Geneva Programme (2)

Wednesday, 21/2-Friday, 23/2

Data compilation and review

Monday, 26/2

Reconvening of Mission members in Geneva

Consultations and report writing

Tuesday, 27/2

Consultations and report writing

Wednesday, 28/2

Consultations and report writing

Teleconference with Mr. Suleiman Jamous

Thursday, 1/3

Consultations and report writing

UN Special Envoy Eliasson and AU Special Envoy Salim

Friday, 2/3

Consultation and report writing

Annex IV

LIST OF KEY DOCUMENTS CONSULTED

United Nations Documents

1. OHCHR, Compilation of obligations and commitments by the Sudan on Darfur, 2007
2. OHCHR, Compilation of recommendations made to the Sudan on Darfur, 2007
3. OHCHR, Third Periodic report on the Human Rights Situation in Sudan, April 2006
4. OHCHR, Fourth Periodic Report on the Human Rights Situation in Sudan, July 2006
5. OHCHR, Sixth Periodic Report on the Human Rights Situation in Sudan, November 2006
6. OHCHR, Fifth Periodic Report on the Human Rights Situation in Sudan, October 2006
7. OHCHR, Report of the commission on Human Right on the situation of human rights in Darfur region of the Sudan, E/CN.4/2005/3, May 2004
8. OHCHR, Briefing Paper for the Human Rights Council special session on the human rights situation in Darfur, December 2006
9. OHCHR, Briefing note for the High Level Mission on the status of Darfur-specific recommendations made by UN Special Procedures, February 2007
10. United Nations, Monthly reports of the Secretary-General on Darfur (15 reports between April 2005 and February 2007)
11. United Nations, Monthly reports of the Secretary-General on the Sudan (10 reports between April 2005 and February 2007)
12. United Nations, Reports of the Secretary-General on the Sudan pursuant to paragraphs 6, 13 and 16 of Security Council resolution 1556(2004), paragraph 15 of resolution 1564 (2004) and paragraph 17 of resolution 1574 (2004) (S/2005/10 (January 2005 to December 2006)
13. United Nations, Reports of the Special Rapporteur on the human rights situation in the Sudan, E/CN.4/2006/111, January 2006 and A/61/469, September 2006
14. United Nations, Report of the Representative of the Secretary-General on the human rights of internally displaced persons - Mission to Sudan, E/CN.4/2006/71/Add.6, February 2006
15. United Nations, Letter from Mr. Juan E. Mendez, Special Adviser to the Secretary-General on the Prevention of Genocide addressed to the President of the Human Rights Council, A/HRC/S-4/3, December 2006

16. United Nations, Letter from Ms. Sima Samar, Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan, addressed to the President of the Human Rights Council, A/HRC/S-4/4, December 2006
17. United Nations, Report of the Secretary-General on Sudan, S/2005/579, September 2005
18. United Nations, Report of the Secretary-General on United Nations assistance to the African Union Mission in the Sudan S/2005/285, May 2005
19. Letter from Mr. Antonio Cassese, former Chairperson of the International Commission of Inquiry on Darfur addressed to the President of the Human Rights Council, 7 December 2006
20. United Nations, Report of the Secretary-General on children and armed conflict in the Sudan S/2006/662, August 2006
21. United Nations, Report of the Secretary-General on children and armed conflict in the Sudan, S/2006/665, August 2006
22. Report of the International Commission of Inquiry on Darfur to the United Nations Secretary-General, 25 January 2005
23. United Nations Security Council resolutions (1679/2006), 1706/2006, 1709/2006, 1713/2006, 1714/2006
24. United Nations, Reports of the Panel of Experts established pursuant to paragraph 3 of resolution 1591 (2005) concerning the Sudan, S/2006/65, January 2006, S/2006/250 of April 2006, and S/2006/795 of October 2006
25. Report of the Secretary-General on Chad and the Central African Republic (S/2006/1019), 2 December 2006)
26. UN Economic Commission for Africa, Causes and background to the conflict in Darfur Region - Background paper prepared for presentation to the Consultative Meeting of African Parliamentarians on Darfur
27. UNMIS Human Rights Section, Briefing paper to the HLM, February 2007
28. UNMIS Political Affairs Section, Briefing paper for the High Level Mission, February 2007
29. UNMIS Child Protection Unit, Note for HLM on children in Darfur, February 2007
30. OCHA, Geneva and field briefings to the High Level Mission to Darfur, February 2007
31. UNHCR, Geneva and field briefings to the High Level Mission to Darfur, February 2007

- 32. UNICEF, Geneva and field briefings for the High Level Mission to Darfur, February 2007
- 33. OCHA, OCHA Briefing Book on Chad

Peace Agreements and related materials

- 34. Comprehensive Peace Agreement, 20 July 2002
- 35. Darfur Peace Agreement, 5 May 2006
- 36. UNMIS, CPA Monitor, 2006 (October, November and December issues)
- 37. UNMIS, DPA Monitor, 2006 (October, November and December issues)

International Criminal Court (ICC)

- 38. Statement by the Prosecutor of the International Criminal Court to the UN Security Council, December 2006
- 39. Fourth report of the Prosecutor of the International Criminal Court to the UN Security Council, December 2006
- 40. Fifth report of the Prosecutor to the Assembly of State Parties, December 2006

Materials produced by the Government of Sudan

- 41. Salient facts about Darfur, Sudanese Government, 2006

African Union documents

- 42. AU, Report of the Chairperson of the Commission on the situation in Darfur to the Peace and Security Council, September 2006
- 43. AU, Communiqué of the 66th meeting of the Peace and Security Council to the UN Security Council, November 2006
- 44. AU-led joint assessment mission: 10-20 December 2005, the African Union and the Conflict in the Darfur Region of the Sudan- Meetings of the PSC, Addis Ababa, 2004-2006
